



ASIE/LIBAN - Discussion des responsables politiques chrétiens à propos de la loi électorale

Beyrouth (Agence Fides) – Le débat sur la loi électorale qui sera appliquée dans le cadre des élections législatives prévues au printemps prochain voit apparaître distinguo et revirements parmi les responsables politiques chrétiens. Ainsi que l'a appris l'Agence Fides, dans le cadre d'une réunion tenue vendredi à Bkerké, en présence du Patriarche maronite, S.Em. le Cardinal Béchara Boutros Raï, les représentants des quatre principales formations politiques chrétiennes ont réaffirmé à l'unanimité la « nécessité de parvenir à une loi électorale qui assure la meilleure représentation de l'ensemble des communautés libanaises ». Il s'agit d'une formule générique qui représente de facto une marche arrière par rapport au consensus exprimé Dimanche dernier par ces mêmes groupes (Courant Patriotique Libre, Forces Libanaises, Kataëb et Marada) en ce qui concerne la proposition de loi formulée par ce qu'il est convenu d'appeler le « Rassemblement orthodoxe ».

La proposition de réforme en question, controversée, prévoit de transformer le Liban en un district électoral au sein duquel chaque citoyen voterait seulement pour des membres de sa propre confession religieuse. Cette perspective était appuyée par les formations chrétiennes présentes au sommet de Dimanche dernier mais avait ensuite suscité des réactions radicales de la part de parlementaires chrétiens indépendants et du Président libanais lui-même, le Général Michel Suleiman, catholique maronite. (GV) (Agence Fides 12/01/2013)